

par les autorités régionales compétentes de la gestion des données de flexibilité et des données de comptage et de sous-comptage de ces clients finals.

§ 3. Les coûts additionnels liés à l'exercice, par le gestionnaire du réseau, des missions visées aux paragraphes précédents, y compris les coûts d'un éventuel contrôle externe qui serait établi en application de l'article 23, § 2, alinéa 2, 13°, sont couverts par des mécanismes réglementaires appropriés prévus dans la méthodologie tarifaire visée à l'article 12."

Art. 7. Dans l'article 21bis de la même loi, le paragraphe 1^{er}bis, abrogé par la loi du 27 décembre 2012, est rétabli dans la rédaction suivante :

"§ 1^{er}bis. L'électricité prélevée du réseau en vue d'alimenter une installation de stockage d'électricité est exonérée de la cotisation fédérale."

Art. 8. Dans l'article 23, § 2, alinéa 2, de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 8 mai 2014, le 13°, abrogé par la loi du 8 janvier 2012, est rétabli dans la rédaction suivante :

"13° contrôle l'exercice de la mission de gestion des données de flexibilité de la demande impliquant un transfert d'énergie par le gestionnaire du réseau, selon des critères et modalités fixés par la Commission."

Art. 9. L'article 7 entre en vigueur le 1^{er} janvier 2018.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 13 juillet 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Énergie,
M.-Ch. MARGHEM

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

—
Nota

(1) Chambre des représentants
(www.lachambre.be)
Documents : 54 2528
Compte rendu intégral : 6 juillet 2017

overheden werden belast met het beheer van de flexibiliteitsgegevens en de meet- en submeetgegevens van de eindafnemers.

§ 3. De bijkomende kosten die de netbeheerder maakt bij de uitoefening van zijn opdrachten bedoeld in de voorgaande paragrafen, met inbegrip van de kosten van een eventuele externe controle die zou worden opgesteld met toepassing van artikel 23, § 2, tweede lid, 13°, worden gedekt door passende reguleringsmechanismen voorzien in de tariefmethodologie bedoeld in artikel 12."

Art. 7. In artikel 21bis van dezelfde wet wordt paragraaf 1bis, opgeheven bij de wet van 27 december 2012, hersteld in de volgende lezing :

"§ 1bis. Elektriciteit die van het net werd afgenomen om een installatie voor de opslag van elektriciteit te voeden wordt vrijgesteld van de federale bijdrage."

Art. 8. In artikel 23, § 2, tweede lid, van dezelfde wet, laatst gewijzigd bij de wet van 8 mei 2014, wordt het 13°, opgeheven bij de wet van 8 januari 2012, hersteld in de volgende lezing :

"13° controle van de uitoefening van de opdracht voor het beheer van vraagflexibiliteitsgegevens met een energieverdracht door de netbeheerder volgens criteria en modaliteiten vastgesteld door de Commissie."

Art. 9. Artikel 7 treedt in werking op 1 januari 2018.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 13 juli 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Energie,
M.-Ch. MARGHEM

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
K. GEENS

—
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers
(www.dekamer.be)
Stukken : 54 2528
Integraal Verslag : 6 juli 2017

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C – 2017/30611]

13 JUILLET 2017. — Loi modifiant la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, en vue d'établir un cadre légal pour le Modular Offshore Grid (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2. Dans l'article 2 de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, modifié en dernier lieu par la loi du 21 juillet 2016, il est inséré un 7^{ter} rédigé comme suit :

"7^{ter} "Modular Offshore Grid": les câbles et les installations pour la transmission d'électricité dans les espaces marins sur lesquels la Belgique peut exercer sa juridiction conformément au droit maritime international, visés à l'article 13/1 et comprenant l'ensemble des installations suivantes :

a) les installations pour la transmission d'électricité installées sur un périmètre de coordonnées suivantes: WGS84:

Latitude: 51 ° 35 537042' N; Longitude: 002° 55 131361' E, à l'exception des installations destinées aux besoins d'un utilisateur unique du réseau;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C – 2017/30611]

13 JULI 2017. — Wet tot wijziging van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, met het oog op het instellen van een wettelijk kader voor het Modular Offshore Grid (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2. In artikel 2 van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, laatst gewijzigd bij de wet van 21 juli 2016, wordt een 7^{ter} ingevoegd, luidende:

"7^{ter} "Modular Offshore Grid": de kabels en installaties voor de transmissie van elektriciteit in de zeegebieden waarin België zijn rechtsmacht kan uitoefenen overeenkomstig het internationaal zee-recht, bedoeld in artikel 13/1, die het geheel van de volgende installaties omvatten :

a) de installaties voor de transmissie van elektriciteit binnen de volgende coördinatenperimeter: WGS84:

Latitude: 51 ° 35 537042' N; Longitude: 002° 55 131361' E, met uitzondering van de installaties bestemd voor de behoeften van één enkele netgebruiker;

b) l'installation pour la transmission d'électricité dite "offshore switch yard" et ses équipements;

c) les câbles reliant l'offshore switch yard aux installations visées au a);

d) les câbles reliant les installations visées au a) au manchon correspondant sur la plage de Zeebrugge;

e) les câbles reliant l'offshore switch yard aux manchons correspondants sur la plage de Zeebrugge".

Art. 3. Dans la même loi, il est inséré un article 6/2 rédigé comme suit:

"Art. 6/2. § 1^{er}. Par arrêté délibéré en Conseil des ministres sur proposition de la commission, le Roi:

1° détermine, après concertation avec le gestionnaire du réseau et les titulaires concernés d'une concession domaniale visée à l'article 6, la date ultime à laquelle chaque partie du Modular Offshore Grid doit être mise en service;

2° met en place un dispositif d'indemnisation au profit des titulaires concernés d'une concession domaniale visée à l'article 6, au cas où tout ou partie du Modular Offshore Grid ne serait pas en service à la date déterminée en vertu du 1^{er}, ou en cas d'indisponibilité totale ou partielle du Modular Offshore Grid après sa mise en service. L'application de ce dispositif d'indemnisation exclut de toute autre disposition légale permettant de mettre en cause la responsabilité du gestionnaire du réseau.

Les arrêtés visés à l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°, sont censés n'avoir jamais produit d'effet s'ils n'ont pas été confirmés par une loi dans les douze mois de leur date d'entrée en vigueur.

§ 2. La répercussion dans les tarifs du gestionnaire du réseau des coûts issus d'une indemnisation résultant de l'alinéa 1^{er}, 2°, se fait en application de la méthodologie tarifaire visée à l'article 12. Toutefois, dans l'hypothèse où l'indisponibilité du Modular Offshore Grid résulte d'une faute lourde ou intentionnelle du gestionnaire du réseau, le coût de l'indemnisation est mis à sa charge par la commission, proportionnellement à sa faute, sans pour autant pouvoir excéder, pour l'ensemble des événements intervenus au cours d'une année donnée, la rémunération qui lui est octroyée pour cette même année au titre de la réalisation et de la gestion du Modular Offshore Grid, telle qu'elle résulte de la méthodologie tarifaire."

Art. 4. A l'article 7, § 2, de la même loi, inséré par la loi du 20 juillet 2005 et modifié en dernier lieu par la loi du 21 juillet 2016, les modifications suivantes sont apportées:

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots "la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, fournitures et de services" sont remplacés par les mots "la législation en vigueur relative aux marchés publics";

2° à l'alinéa 2, les mots "et dont le financial close a eu lieu entre le 2 mai 2014 et le 31 décembre 2016 compris" sont insérés entre les mots "accordée après le 1^{er} juillet 2007" et les mots "peuvent demander au ministre";

3° l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit:

"Les installations de production d'électricité à partir des vents dans les espaces marins sur lesquels la Belgique peut exercer sa juridiction conformément au droit maritime international, faisant l'objet d'une concession domaniale visée à l'article 6, accordée après le 1^{er} juillet 2007, et dont le financial close a eu lieu après le 31 décembre 2016, se raccordent au Modular Offshore Grid.";

4° à l'alinéa 4, les mots "les installations visées au deuxième alinéa dont le financial close a lieu après le 1^{er} mai 2016 et qui se connectent à une installation nécessaire pour la transmission d'électricité dans les espaces marins sur lesquels la Belgique peut exercer sa juridiction conformément au droit maritime international, visée à l'article 13/1," sont remplacés par les mots "les installations de production d'électricité visées à l'alinéa 3";

5° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 4 et 5:

"En cas d'impossibilité absolue et avérée d'entamer ou d'achever la construction du Modular Offshore Grid, constatée par le ministre, les installations de production d'électricité précitées peuvent se raccorder directement aux installations de transport d'électricité existantes. Le gestionnaire du réseau finance à hauteur d'un tiers le coût du câble sous-marin, et ce pour un montant maximum de 25 millions d'euros selon les modalités définies à l'alinéa 1^{er} et le prix minimal pour l'énergie éolienne produite comme visé à l'arrêté royal du 16 juillet 2002 relatif à l'établissement de mécanismes visant la promotion de l'électricité produite à partir des sources d'énergie

b) de installatie voor de transmissie van elektriciteit, "offshore switch yard" genoemd, en de uitrustingen ervan;

c) de kabels die de offshore switch yard verbinden met de installaties bedoeld in a);

d) de kabels die de installaties bedoeld in a) verbinden met de overeenstemmende kabelaanlanding op het strand van Zeebrugge;

e) de kabels die de offshore switch yard verbinden met de overeenstemmende kabelaanlandingen op het strand van Zeebrugge".

Art. 3. In dezelfde wet wordt een artikel 6/2 ingevoegd, luidende:

"Art. 6/2. § 1. Bij een besluit, vastgesteld na overleg in de Ministerraad, op voorstel van de commissie, zal de Koning:

1° na overleg met de netbeheerder en de in artikel 6 bedoelde titularissen van een domeinconcessie, de uiterste datum bepalen waarop elk deel van het Modular Offshore Grid in dienst moet gesteld zijn;

2° een vergoedingssysteem instellen ten behoeve van de betrokken titularissen van een domeinconcessie bedoeld in artikel 6, ingeval het Modular Offshore Grid geheel of gedeeltelijk niet in dienst zou gesteld zijn op de datum bepaald krachtens 1°, of ingeval van een volledige of gedeeltelijke onbeschikbaarheid van het Modular Offshore Grid na de indienststelling ervan. De toepassing van dit vergoedingssysteem sluit elke andere wetsbepaling uit die het mogelijk maakt de netbeheerder verantwoordelijk te stellen.

De besluiten bedoeld in het eerste lid, 1° en 2°, worden geacht nooit uitwerking te hebben gehad, indien ze niet bij wet zijn bekrachtigd binnen twaalf maanden na de datum van hun inwerkingtreding.

§ 2. De doorrekening in de tarieven van de netbeheerder van de kosten van een uit het eerste lid, 2°, resulterende vergoeding gebeurt met toepassing van de tariefmethodologie bedoeld in artikel 12. Wanneer de onbeschikbaarheid van het Modular Offshore Grid echter te wijten is aan een zware of opzettelijke fout van de netbeheerder, wordt de kost van de vergoeding door de commissie te zijnen laste gelegd in evenredig verband met zijn fout zonder dat die, voor het geheel van de gebeurtenissen die gedurende een gegeven jaar plaatsvinden, hoger mag zijn dan de vergoeding, resulterend uit de tariefberekening, die hem tijdens datzelfde jaar wordt toegekend voor de verwezenlijking en het beheer van het Modular Offshore Grid."

Art. 4. In artikel 7, § 2, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 20 juli 2005 en laatst gewijzigd bij de wet van 21 juli 2016 worden volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten" vervangen door de woorden "de geldende wetgeving inzake overheidsopdrachten";

2° in het tweede lid worden de woorden "en waarvan de financial close heeft plaatsgegrepen tussen 2 mei 2014 tot en met 31 december 2016" ingevoegd tussen de woorden "verleend na 1 juli 2007" en de woorden "kunnen de minister verzoeken";

3° het derde lid wordt vervangen door het volgende:

"Installaties, voor de productie van elektriciteit uit wind in de zeegebieden waarin België zijn rechtsmacht kan uitoefenen overeenkomstig het internationaal zeerecht, die het voorwerp uitmaken van een in artikel 6 bedoelde domeinconcessie, verleend na 1 juli 2007, en waarvan de financial close heeft plaatsgegrepen na 31 december 2016, worden aangesloten op het Modular Offshore Grid.";

4° in het vierde lid worden de woorden "de in het tweede lid bedoelde installaties waarvan de financial close plaatsgrijpt na 1 mei 2016 en die aansluiten op een installatie noodzakelijk voor de transmissie van elektriciteit in de zeegebieden waarin België zijn rechtsmacht kan uitoefenen overeenkomstig het internationaal zeerecht bedoeld in artikel 13/1" vervangen door "de installaties voor de productie van elektriciteit bedoeld in het derde lid";

5° wordt een lid ingevoegd tussen het vierde en het vijfde lid, luidende :

"In geval van absolute en aangetoonde onmogelijkheid om de bouw van het Modular Offshore Grid aan te vatten of te beëindigen, vastgesteld door de minister, kunnen de voormelde installaties voor de productie van elektriciteit rechtstreeks aangesloten worden op de bestaande installaties voor het transport van elektriciteit. De netbeheerder financiert voor één derde de kost van de onderzeese kabel, en dit voor een maximum bedrag van 25 miljoen euro volgens de modaliteiten gedefinieerd in het eerste lid en de minimumprijs voor geproduceerde windenergie zoals bedoeld in het koninklijk besluit van 16 juli 2002 betreffende de instelling van mechanismen voor de

renouvelables est augmenté d'un montant couvrant les coûts totaux éligibles pour le financement du coût du câble sous-marin tels qu'ils résultent de l'offre ou des offres que le titulaire de la concession domaniale, visé à l'article 6, § 1^{er}, prend en considération en application de la législation en vigueur relative aux marchés publics. Ce montant est déterminé par la commission après vérification de l'offre ou des offres prise(s) en considération."

Art. 5. L'article 7, § 3, de la même loi, abrogé par la loi du 21 juillet 2016, est rétabli dans la rédaction suivante:

"§ 3. Le gestionnaire du réseau construit et exploite le Modular Offshore Grid.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, toute personne qui dispose des autorisations administratives nécessaires obtenues avant l'entrée en vigueur de la loi du 13 juillet 2017 modifiant la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, en vue d'établir un cadre légal pour le Modular Offshore Grid est, moyennant l'accord préalable du gestionnaire du réseau et de la commission, autorisée à construire une des installations composant le Modular Offshore Grid, à condition que cette installation présente, tant qu'elle n'est pas intégrée aux autres éléments du Modular Offshore Grid, les caractéristiques d'un raccordement au réseau terrestre de transport d'électricité. Cette autorisation est conditionnée à l'engagement formel de la personne considérée de se conformer aux principes de valorisation de l'installation arrêtés par la commission, en vue de son transfert au gestionnaire du réseau selon les modalités définies à l'alinéa 3.

Le gestionnaire du réseau acquiert la propriété d'une installation construite en application de l'alinéa 2 préalablement à son intégration dans le Modular Offshore Grid, celle-ci devant intervenir au plus tard douze mois après la mise en service du parc concerné.

Le transfert de propriété ne peut intervenir que si le gestionnaire du réseau s'est vu attribuer une concession domaniale pour cette installation, en application de l'article 13/1.

La commission fixe la valeur de l'installation et les modalités de transfert au gestionnaire du réseau sur proposition conjointe de son propriétaire et du gestionnaire du réseau, transmise à la commission au plus tard neuf mois après la mise en service de l'installation. A défaut de proposition conjointe, la commission fixe d'autorité la valeur de l'installation après consultation de chacune des parties. La commission prend sa décision au plus tard le dernier jour ouvrable du onzième mois après la mise en service du parc concerné. Le transfert effectif de la propriété de l'installation ne peut intervenir avant le paiement du prix déterminé par la commission."

Art. 6. L'article 12, § 5, alinéa 1^{er}, de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 28 juin 2015, est complété comme suit:

"26° les règles d'allocation des coûts du "Modular Offshore Grid" entre les différentes catégories d'utilisateurs du réseau sont fixées en tenant compte de la compétitivité des clients finaux électro-intensifs."

Art. 7. L'article 13/1, § 2, alinéa 1^{er}, de la même loi, inséré par la loi du 8 mai 2014, est complété par des 7° et 8° rédigés comme suit:

"7° les conditions de transfert des autorisations administratives octroyées aux titulaires d'une concession domaniale visée à l'article 6 relatives aux éléments du Modular Offshore Grid visés à l'article 7, § 3, alinéa 2;

8° les modalités selon lesquelles il peut être déclaré qu'il y a utilité publique à permettre le placement d'installations visées au § 1^{er} dans le périmètre d'une concession domaniale octroyée sur la base de l'article 6 ou l'utilisation de biens ou d'équipements appartenant au titulaire d'une telle concession, ainsi que les conditions dans lesquelles le gestionnaire du réseau peut assurer la surveillance desdites installations et procéder aux travaux d'entretien et de réparation."

bevordering van elektriciteit opgewekt uit hernieuwbare energiebronnen, wordt verhoogd met een bedrag dat de totale kosten dekt die in aanmerking komen voor de financiering van de kost van de onderzeese kabel zoals ze voortvloeiën uit de offerte of de offertes die de titularis van de domeinconcessie, bedoeld in artikel 6, § 1, in aanmerking neemt in toepassing van de geldende wetgeving inzake overheidsopdrachten. Dit bedrag wordt bepaald door de commissie na verificatie van de offerte of de offertes die in aanmerking genomen werden."

Art. 5. Artikel 7, § 3, van dezelfde wet, opgeheven bij de wet van 21 juli 2016, wordt hersteld in de volgende lezing:

"§ 3. De netbeheerder bouwt en exploiteert het Modular Offshore Grid.

In afwijking van het eerste lid mag elke persoon die over de nodige administratieve vergunningen beschikt die hij voor de inwerkingtreding van de wet van 13 juli 2017 tot wijziging van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, met het oog op het instellen van een wettelijk kader voor het Modular Offshore Grid heeft verkregen, mits voorafgaand akkoord van de netbeheerder en de commissie, een van de installaties bouwen die deel uitmaken van het Modular Offshore Grid op voorwaarde dat deze installatie, zolang ze niet geïntegreerd is in de andere elementen van het Modular Offshore Grid, de kenmerken heeft van een aansluiting op het elektriciteitstransmissienet op het vasteland. Deze vergunning is onderworpen aan de formele verbintenis van de betrokken persoon om de principes toe te passen voor de valorisatie van de installatie die de commissie heeft vastgelegd met het oog op de overdracht ervan naar de netbeheerder volgens de modaliteiten in het derde lid.

De netbeheerder wordt de eigenaar van een installatie aangelegd met toepassing van het tweede lid vooraleer deze in het Modular Offshore Grid wordt geïntegreerd; deze integratie moet gebeuren ten laatste twaalf maanden na de indienststelling van het betrokken park.

De eigendomsoverdracht kan pas gebeuren als aan de netbeheerder een domeinconcessie voor deze installatie werd toegekend met toepassing van artikel 13/1.

De commissie bepaalt de waarde van de installatie en de modaliteiten voor de overdracht aan de netbeheerder op gemeenschappelijk voorstel van zijn eigenaar en de netbeheerder dat aan de commissie werd overgemaakt ten laatste negen maanden na de indienststelling van de installatie. Bij gebrek aan een gemeenschappelijk voorstel legt de commissie de waarde van de installatie op eigen gezag vast na raadpleging van de partijen. De commissie neemt haar beslissing ten laatste op de laatste werkdag van de elfde maand na de indienststelling van het betrokken park. De effectieve overdracht van de eigendom van de installatie mag niet gebeuren voor de betaling van de door de commissie vastgelegde prijs."

Art. 6. Artikel 12, § 5, eerste lid, van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 28 juni 2015, wordt aangevuld als volgt:

"26° de regels voor de toewijzing van de kosten van het "Modular Offshore Grid" tussen de verschillende categorieën verbruikers van het net worden vastgelegd rekening houdende met de vrijwaring van het concurrentievermogen van de elektro-intensieve eindafnemers."

Art. 7. Artikel 13/1, § 2, eerste lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 8 mei 2014, wordt aangevuld met de bepalingen onder 7° en 8°, luidende:

"7° de voorwaarden voor de overdracht van administratieve vergunningen die werden toegekend aan de houders van een domeinconcessie bedoeld in artikel 6 betreffende de elementen van het Modular Offshore Grid bedoeld in artikel 7, § 3, tweede lid;

8° de modaliteiten die kunnen verklaren dat er een openbaar nut bestaat om de installaties te plaatsen, bedoeld in § 1, binnen een domeinconcessie verleend op basis van artikel 6 of het gebruik van goederen of uitrustingen die toebehoren aan de titularis van zo een concessie, evenals de voorwaarden waaronder de netbeheerder het toezicht op de installaties kan verzekeren en over kan gaan tot de onderhouds- en reparatiewerken."

Art. 8. L'article 29bis, § 1^{er}, de la même loi, est complété par un 11^o, rédigé comme suit:

"11^o La décision prise en application de l'article 7, § 3, alinéa 4."

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 13 juillet 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Energie,
M.-Ch. MARGHEM

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

—
Note

(1) Chambre des représentants

(www.lachambre.be)

Documents : 54 2489.

Compte rendu intégral : 6 juillet 2017.

Art. 8. Artikel 29bis, § 1, van dezelfde wet, wordt aangevuld met een bepaling onder 11^o, luidende:

"11^o De beslissing genomen met toepassing van artikel 7, § 3, vierde lid."

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 13 juli 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De minister van Energie,
M.-Ch. MARGHEM

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

K. GEENS

—
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers

(www.dekamer.be)

Stukken : 54 2489.

Integraal Verslag : 6 juli 2017.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[2017/203765]

7 MAI 2017. — Loi portant modification de la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'agence fédérale de Contrôle Nucléaire, concernant l'organisation du contrôle physique. — Erratum

Au *Moniteur belge* du 29 mai 2017, à la page 59850, il y a lieu d'ajouter la note suivante sous la loi du 7 mai 2017 portant modification de la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire :

—
Note

(1) Chambre des représentants (www.lachambre.be)

Documents K54-2322.

Compte rendu intégral 20 avril 2017.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[2017/203765]

7 MEI 2017. — Wet tot wijziging van de wet van 15 april 1994 betreffende de bescherming van de bevolking en van het leefmilieu tegen de uit ioniserende stralingen voortspruitende gevaren en betreffende het federaal agentschap voor Nucleaire Controle, wat betreft de organisatie van de fysische controle. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* van 29 mei 2017, moet op pagina 59850, onder de wet van 7 mei 2017 tot wijziging van de wet van 15 april 1994 betreffende de bescherming van de bevolking en van het leefmilieu tegen de uit ioniserende stralingen voortspruitende gevaren en betreffende het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle, volgende nota worden toegevoegd :

—
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers (www.dekamer.be)

Stukken K54-2322.

Integraal verslag 20 april 2017.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2017/40380]

22 JUNI 2017. — Arrêté royal relatif à l'octroi d'une allocation contrat de sécurité et de société destinée aux communes ex-contracts de sécurité et de société dans le cadre de la mise en œuvre d'une politique locale de sécurité et de prévention pour l'année 2017

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'Etat fédéral, les articles 121 à 124;

Vu la loi du 25 décembre 2016 contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2017;

Considérant les contrats de sécurité et de société conclus entre 29 villes ou communes et l'Etat;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2017/40380]

22 JUNI 2017. — Koninklijk besluit betreffende de toekenning van een toelage voor een veiligheids- en samenlevingscontract voor gemeenten die vroeger een veiligheids- en samenlevingscontract hadden in het kader van de implementatie van een lokaal beleid voor veiligheid en preventie voor het jaar 2017

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat, artikelen 121 tot 124;

Gelet op de wet van 25 december 2016 houdende de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2017;

Overwegende de veiligheids- en samenlevingscontracten die werden afgesloten tussen 29 steden of gemeenten en de Staat;